



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

Lettre trimestrielle d'Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi, du SE de Dhaka, du SE d'Islamabad et du SE de Colombo

Deuxième trimestre 2026

La lettre trimestrielle d'Asie du Sud paraît sous son nouveau format pour la première fois à l'occasion de ce numéro. Nous avons pris le parti désormais de présenter chaque trimestre deux notes d'analyses régionales, l'une sur un sujet macroéconomique et financier, l'autre sur un sujet sectoriel. A ces deux notes nous ajoutons quelques-unes des notes récentes de chaque service économique qui nous semblent pouvoir intéresser nos lecteurs.

Ce trimestre, nous présentons ainsi les enjeux démographiques en Asie du Sud : cette région se distingue par la densité de son peuplement, avec environ 2 milliards d'habitants, malgré des trajectoires différentes entre pays. Il apparaît que le dividende démographique est peu exploité faute de créations d'emplois suffisantes et alors que pointe déjà le défi du vieillissement de la population. Nous abordons également le sujet de la vulnérabilité énergétique de l'Asie du Sud, qui est également marquée une la forte dépendance aux importations de pétrole, et des politiques de diversifications qui se heurtent à des enjeux de financement et de gouvernance, mais aussi d'autres dépendances.

Les notes par pays reviennent certains sujets structurants d'actualité : le budget au Bangladesh, et sur d'autres sujets structurants : la relation de l'Inde avec l'Afrique, le secteur pharmaceutique indien, les soutiens financiers bilatéraux du Pakistan et le système portuaire au Sri Lanka.

J'espère que nos lecteurs trouveront dans ce format des analyses utiles et une lecture plus adaptée à leurs centres d'intérêt. N'hésitez pas à nous faire remonter vos commentaires. Bonne lecture !

Florent MANGIN

**Chef du Service économique régional
de New Delhi**

florent.mangin@dgtresor.gouv.fr

Sommaire

ASIE DU SUD	3
Le dividende démographique : une opportunité limitée dans le temps.....	3
Vulnérabilités énergétiques en Asie du Sud.....	8
INDE	12
Afrique : Relais stratégique extérieur de l'Inde ?.....	12
Inde : un géant pharmaceutique en transition vers l'innovation ?.....	16
BANGLADESH	22
Le Parlement approuve le premier budget du gouvernement BNP	22
PAKISTAN.....	24
« Games of Loans » au Pakistan : les soutiens financiers bilatéraux du Pakistan à l'épreuve des recompositions régionales	24
SRI LANKA.....	27
Le système portuaire du Sri Lanka	27

ASIE DU SUD

Le dividende démographique : une opportunité limitée dans le temps

Avec près de 2 milliards d'habitants, l'Asie du Sud rassemble des trajectoires très différentes. Le Pakistan continue d'enregistrer une croissance démographique rapide avec 241,5 millions d'habitants et une fécondité de 3,44 enfants par femme. L'Inde, devenue le pays le plus peuplé du monde avec plus de 1,4 milliard d'habitants, a déjà vu sa fécondité tomber sous le seuil de renouvellement. Le Bangladesh, le Népal et les Maldives ont également largement achevé leur transition démographique, tandis que le Sri Lanka entre dans une phase de vieillissement accéléré. Dès lors, la région parviendra-t-elle à transformer son abondante population en âge de travailler en gains de productivité avant que le vieillissement ne referme progressivement cette fenêtre d'opportunité ?

1. Une prise de conscience croissance de la structure démographique favorable

Dans la plupart des pays de la région, la population en âge de travailler demeure majoritaire. En Inde, près de 70 % de la population appartient à la tranche des 15-64 ans. Au Népal, cette proportion atteint 65,2 %, tandis qu'elle représente 76 % de la population aux Maldives. Le Pakistan dispose également d'une population particulièrement jeune : 66 % de la population a moins de 30 ans. Cette structure démographique se traduit par des ratios de dépendance relativement faibles et par l'arrivée massive de jeunes sur le marché du travail. Chaque année, près de 12 millions d'Indiens et plus de 3 millions de Pakistanais rejoignent ainsi la population active.

Les situations nationales demeurent toutefois très contrastées. Le Pakistan reste dans une phase ascendante de son dividende démographique et pourrait compter près de 386 millions d'habitants à l'horizon 2050. L'Inde bénéficie encore d'une fenêtre démographique importante mais celle-ci devrait progressivement se refermer entre 2035 et 2040. Le Bangladesh et le Népal ont quasiment achevé leur transition démographique : leurs taux de fécondité s'établissent respectivement autour de 2,1 et 1,94 enfants par femme. Les Maldives suivent une trajectoire similaire avec une fécondité tombée à 1,7 enfants par femme. À l'inverse, le Sri Lanka constitue déjà une exception régionale : les plus de 60 ans représentent 18 % de la population et l'âge médian atteint 35 ans.

Les gouvernements de la région ont progressivement intégré la question démographique dans leurs stratégies de développement. L'éducation, la santé, la formation professionnelle et l'emploi des femmes sont désormais au cœur des politiques publiques. Tous cherchent à améliorer le capital humain afin de transformer une abondante main-d'œuvre en gains de productivité. Cette évolution traduit une prise de conscience : le dividende démographique n'est pas automatique et dépend largement de la qualité des institutions, du système éducatif et du fonctionnement du marché du travail.

Les réponses demeurent néanmoins très différentes. Le Bangladesh a adopté une nouvelle politique démographique en 2025 mettant davantage l'accent sur le capital humain que sur la seule maîtrise de la natalité. L'Inde cherche à développer les compétences de sa jeunesse et à renforcer sa base industrielle. Le Pakistan concentre ses efforts sur l'éducation et la santé afin de combler son retard en matière de développement humain. Le Népal s'appuie largement sur les transferts de sa diaspora, qui représentent près de 28 % du PIB. Les Maldives cherchent à réduire leur dépendance à la main-d'œuvre étrangère tandis que le Sri Lanka doit déjà adapter ses politiques sociales et ses finances publiques au vieillissement.

2. Une création d'emplois insuffisante, au risque de vieillir avant de s'enrichir

Malgré l'abondance de la main-d'œuvre, les économies sud-asiatiques peinent à créer suffisamment d'emplois productifs. L'informalité demeure massive. Plus de 80 % des travailleurs népalais occupent un emploi informel. En Inde, près de 80 % de la population active travaille également dans l'informalité. Les créations d'emplois ne suivent pas la progression de la population active, ce qui limite fortement les gains

potentiels associés au dividende démographique. La participation féminine au marché du travail reste également faible dans plusieurs pays de la région.

Les contraintes diffèrent cependant selon les économies. En Inde, le principal problème réside dans l'insuffisance des emplois industriels capables d'absorber les quelque 12 millions de nouveaux entrants annuels. Au Pakistan, la faiblesse du capital humain limite la productivité future d'une population pourtant très jeune. Au Bangladesh, 70 % des emplois créés depuis 2016 l'ont été dans l'agriculture, un secteur peu productif. Au Népal, l'émigration joue un rôle d'ajustement majeur : plus de 2,1 millions de Népalais vivent à l'étranger. Aux Maldives, un quart de la population résidente est étrangère et occupe une large partie des emplois privés. Au Sri Lanka enfin, l'émigration de travailleurs qualifiés, estimée à près de 300 000 départs par an depuis la crise de 2022, fragilise davantage encore le potentiel de croissance.

L'ensemble de la région devra progressivement faire face à une hausse du nombre de personnes âgées. Cette évolution pèsera sur les dépenses de santé, les systèmes de retraite et les finances publiques. Le risque est celui d'un vieillissement avant enrichissement : voir le dividende démographique disparaître avant que le niveau de revenu et de productivité ne soit suffisamment élevé pour financer les besoins futurs. Cette problématique est déjà largement débattue dans plusieurs pays de la région.

Le Sri Lanka est déjà confronté à ce défi avec une fécondité tombée à 1,3 enfants par femme et une population active en diminution. Le Bangladesh pourrait devenir une société âgée dès le milieu du siècle. Les Maldives et l'Inde disposent d'un délai plus long mais devront également adapter leurs systèmes sociaux. Le Pakistan apparaît comme le pays le moins exposé à court terme grâce à sa forte natalité, mais il devra néanmoins préparer dès aujourd'hui les conséquences futures du vieillissement afin d'éviter de reproduire les difficultés rencontrées par ses voisins plus avancés dans la transition démographique.

L'Asie du Sud conserve aujourd'hui l'un des principaux avantages comparatifs de l'économie mondiale : une abondante population en âge de travailler. Toutefois, cette situation favorable ne saurait garantir à elle seule la prospérité. La véritable ligne de fracture régionale oppose désormais les pays capables de transformer cette ressource démographique en capital humain, en emplois productifs et en gains de productivité, à ceux qui risquent d'entrer dans le vieillissement sans avoir achevé leur convergence économique vers les pays développés. Les quinze à vingt prochaines années constitueront probablement la dernière grande fenêtre d'opportunité démographique pour la majorité des économies sud-asiatiques.

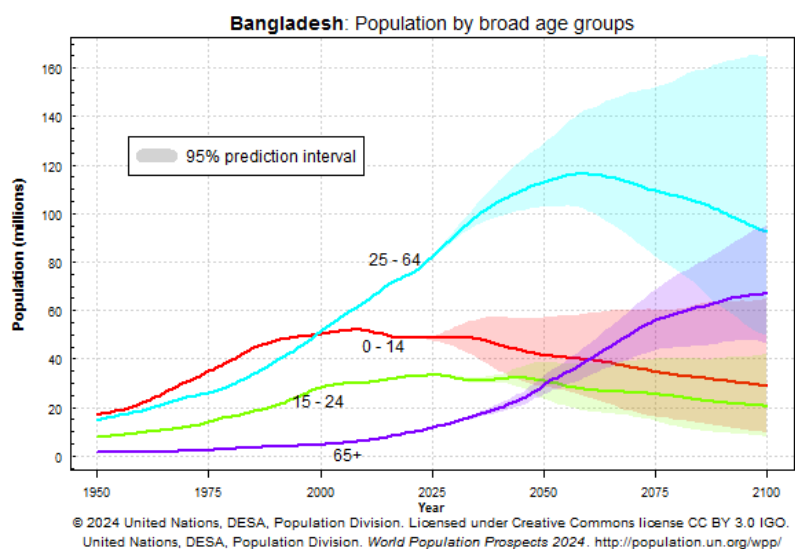
Erwan Andaloussi, Eléa Pons, Dana Brahimi, Julien Deur,
Laurent Chopiton et Youri Desvigne-Hansch

Annexe 1 : Comparaison régionale. Source : ONU

		Bangladesh	Inde	Pakistan
Population (M hab)	1975	78	611	69
	2000	135	1 058	155
	2025	176	1 464	255
	2050 (p)	215	1 680	372
Age médian	1975	16	18	17
	2000	20	21	17
	2025	26	29	21
	2050 (p)	36	38	26
Espérance de vie à la naissance	1975	51	51	52
	2000	62	63	62
	2025	75	72	68

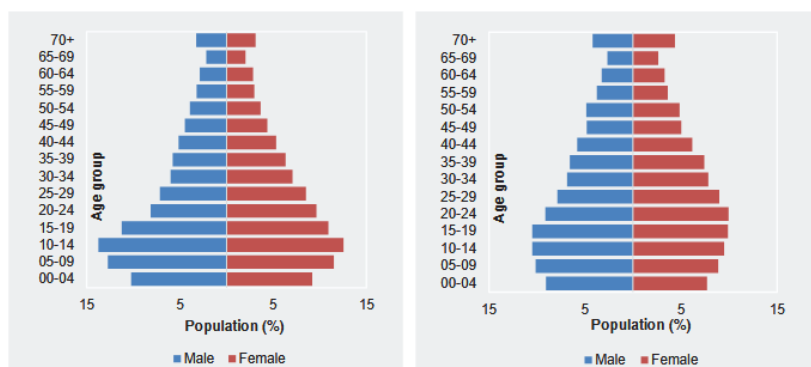
	2050 (p)	81	78	71
Ratio de dépendance	1975	6,0	6,9	5,8
	2000	5,8	7,3	6,5
	2025	10,1	10,8	7,3
	2050 (p)	20,3	21,7	9,9
Taux de fécondité	1975	6,7	5,2	6,8
	2000	3,3	3,3	5,4
	2025	2,1	1,9	3,5
	2050 (p)	1,8	1,8	2,6

Annexe 2 : Évolution des classes d'âge au Bangladesh. Source : ONU



Annexe 3 : Pyramide des âges du Népal selon les derniers recensements. Source : NSO

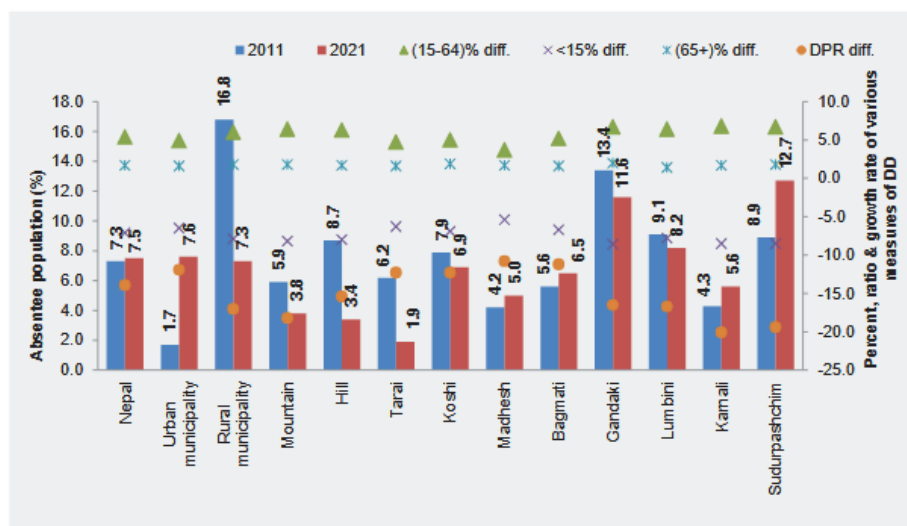
Figure 3.4: Population pyramids, 2011 and 2021



Source: Figures constructed based on population census data from 2011 and 2021.

Annexe 4 : Taux de population népalaise à l'étranger. Source : NSO

Figure 4.13: Absentee population (In %) and differences in various measures of demographic dividend during 2011-2021 by geographic regions of Nepal

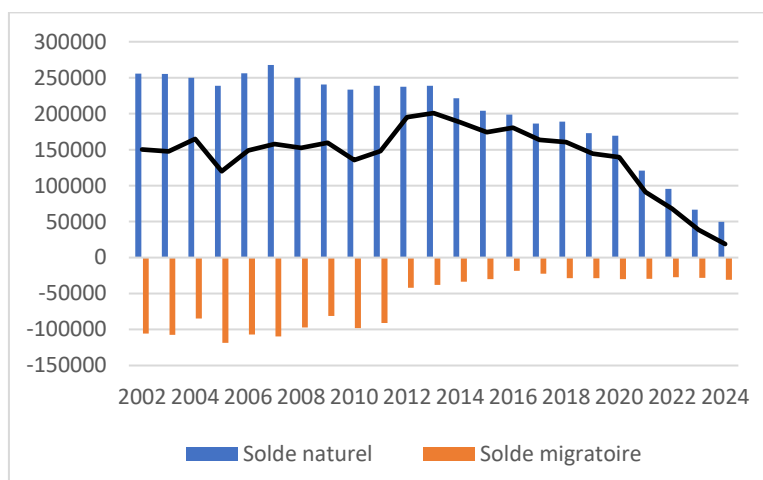


Annexe 5 : Sri Lanka – Données démographiques et socio-économiques. Source : Banque mondiale

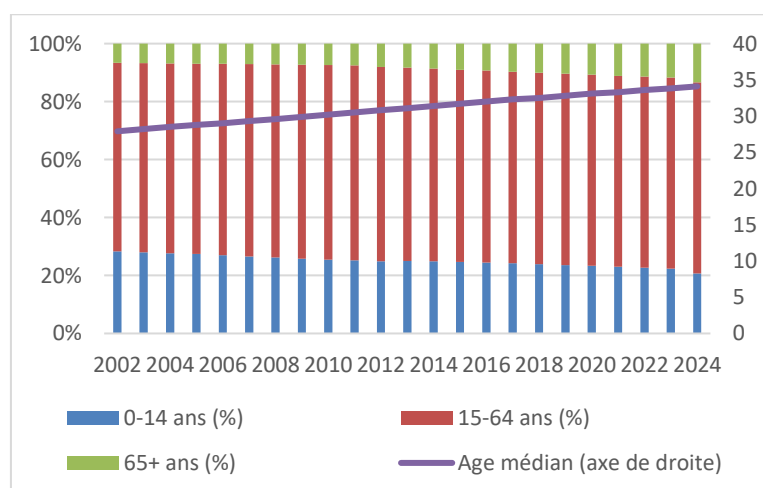
Sri Lanka — Données démographiques et socio-économiques	
Indicateur	Valeur
Population	
Population totale	21 916 000
Taux de croissance	−0,6 %
Âge médian	35 ans
Taux de fécondité	1,3 enfant / femme
Espérance de vie	78 ans
Taux d'alphabétisation	97,4 %
Économie	
PIB par habitant	4 515 USD
IDH	0,782
Salaire moyen	195 USD / mois
Transferts de fonds étrangers	8 Mds USD
Marché du travail	

Taux de chômage	4,0 %
Taux d'emploi	45,3 %
— Taux d'emploi des femmes	27,6 %
— Taux d'emploi des hommes	63,7 %
Emplois dans le secteur public	14,4 %
Emplois informels	66,5 %

Annexe 6 : Évolution annuelle de la population au Sri Lanka. Source : Banque mondiale



Annexe 7 : Sri Lanka – Répartition par tranche d'âge. Source : Banque mondiale



Vulnérabilités énergétiques en Asie du Sud

Le mix énergétique de l'Asie du Sud demeure fortement carboné, les combustibles fossiles importés principalement du Golfe pour le pétrole et d'Australie pour le charbon représentant 75 à 80 % de la demande régionale. Cette dépendance expose les pays de cette région du monde aux tensions géopolitiques moyen-orientales et à la volatilité des prix des marchés internationaux. Cette dépendance perdure dans le cadre de la transition vers les énergies renouvelables dont les technologies et les matériaux de productions proviennent majoritairement de Chine. De plus, ces vulnérabilités ne sont pas seulement technologiques, elles sont aussi financières et limitent la capacité d'investissement nécessaire à la diversification énergétique.

1. Les vulnérabilités énergétiques des pays de l'Asie du Sud concernent toutes les sources d'énergie

Une dépendance aux hydrocarbures importés qui expose le sous-continent aux chocs géopolitiques

Les économies d'Asie du Sud reposent structurellement sur des hydrocarbures importés, faute de ressources domestiques exploitables suffisantes pour subvenir à des besoins en forte croissance. Cette dépendance, pour l'essentiel aux hydrocarbures produites par les pays du Moyen-Orient, expose l'ensemble du sous-continent à des chocs géopolitiques et à des fluctuations de marché largement subis, les conduisant à adapter leurs stratégies énergétiques et à adopter des mesures réactives et non à construire de stratégies de long terme.

Le pétrole demeure la principale source de vulnérabilité énergétique de la région, les pays d'Asie du Sud important la quasi-totalité de leur consommation avec des stratégies de diversification inégales. A titre d'exemple, le Sri Lanka importe 50 % de ses produits pétroliers de cette zone sans pouvoir actionner de leviers de substitution à court terme. L'Inde a engagé, pour sa part une diversification de ses fournisseurs d'énergie depuis la guerre en Ukraine, en s'appuyant sur la Russie pour réduire son exposition directe aux hydrocarbures transitant par le détroit d'Ormuz, même si elle reste soumise aux effets de bord des sanctions internationales. Le gaz est facteur d'une double vulnérabilité, sur les approvisionnements et sur les infrastructures de distribution. L'Inde importe 60 % de sa demande de GPL (Gaz de Pétrole Liquéfié), dont 30 % transite par le détroit d'Ormuz. La crise actuelle l'oblige à rationner certains secteurs industriels et à accélérer, comme pour le pétrole, la diversification de ses importations. Le Bangladesh, dont les gisements terrestres se tarissent (production en baisse de 28 % sur six ans) a accru sa dépendance aux importations de GNL (Gaz Naturel Liquéfié) en provenance des Etats-Unis (accord commercial promettant d'acquérir 15 Mds USD de GNL sur 15 ans ; Chevron détenant 58 % de la production domestique). Le charbon est utilisé comme variable d'ajustement du fait de son caractère pilotable et de sa présence historique dans le mix énergétique de l'Inde, du Pakistan et du Sri Lanka. Il reste partiellement importé malgré le rang de deuxième producteur mondial de l'Inde, en raison de la faible qualité calorifique de son charbon le rendant inadapté à certains usages et secteurs économiques.

Une croissance des énergies renouvelables entravée par l'instabilité réglementaire et la dépendance aux intrants étrangers

L'énergie solaire, principal moteur de la diversification et de la transition énergétique régionale s'appuie sur des équipements étrangers (chinois, taiwanais et malaisiens). De plus, son déploiement se heurte à des obstacles fonciers persistants, tant en Inde qu'au Bangladesh, qui ralentissent la concrétisation des grands projets au sol malgré les tentatives de relocalisation industrielle forcée dans le cadre du « *Make in India* » et le potentiel connu au Bangladesh, qui souffre d'une instabilité réglementaire freinant les investissements dans la filière (34 projets solaires abandonnés en 2024) expliquant le plafonnement de la part du solaire dans son mix énergétique ainsi à moins de 4 %. L'éolien reste sous exploité dans la région faute d'un cadre réglementaire et de capacités industrielles suffisantes. En Inde, malgré la présence de fabricants indiens qui représentent 40 à 45% du marché, les fabricants chinois conservent un avantage de coût de 10 à 15 % grâce à l'importation de composants chinois bon marché. Au Sri Lanka, le potentiel éolien reste sous-exploité faute de cadre réglementaire stable pour attirer les investissements privés.

L'hydroélectricité ne constitue pas une alternative crédible à court terme faute d'investissements suffisants pour entretenir les infrastructures existantes et l'ajout de nouvelles capacités. Plus de 20 % des infrastructures indiennes ont désormais plus de 50 ans. En raison de la lenteur du développement domestique de l'hydroélectricité, l'Inde oriente sa stratégie hydroélectrique vers le Bhoutan et le Népal (accord prévoyant l'achat de 10 000 MW sur 25 ans), trouvant dans sa stratégie de développement régional sa sécurité énergétique. Le Sri Lanka, dont l'hydroélectricité couvre 40 % de la production nette, cherche à développer les renouvelables non hydrauliques pour réduire sa dépendance au charbon et au fioul utilisés comme variables d'ajustement, sans y parvenir encore à ce stade.

Enfin, le stockage par batteries constitue le maillon le plus fragile de la chaîne de valeur sud-asiatique des renouvelables. L'Inde, bien que la plus avancée dans le domaine, reste dépendante des importations chinoises pour les cellules lithium-ion faute de capacités industrielles nationales. Le dispositif de soutien public (*Viability Gap Funding* de 54 Mds INR pour 30 GWh, conditionné à 20 % de valeur ajoutée domestique) se heurte à une pression tarifaire intense dans les appels d'offres, qui fragilise la viabilité économique des projets domestiques.

2. La modernisation des réseaux de transmission est freinée par des enjeux de gouvernance

Un besoin général de modernisation des réseaux de transmission d'électricité et des vulnérabilités spécifiques à chaque pays

Au Bangladesh, la question énergétique relève avant tout d'une crise de gouvernance, empêchant l'émergence d'une stratégie énergétique cohérente. Le pays dispose pourtant, en théorie, de capacités de production installées suffisantes pour répondre à ses besoins. Le problème vient du système d'achat d'électricité aux producteurs indépendants : conçu pour favoriser l'initiative privée, il repose sur une rémunération des capacités de production disponibles, et non de l'électricité effectivement produite — un mécanisme qui s'avère extrêmement coûteux pour l'opérateur public, indépendamment du niveau réel de production. De plus, les grands projets électriques répondent davantage à une logique de relations bilatérales régionales qu'à une stratégie énergétique cohérente. L'Inde fait face à une croissance rapide de la demande mais ne parvient pas à améliorer la qualité et la fiabilité de ses infrastructures de transmission et de distribution. Le pays reste partiellement dépendant de technologies et logiciels étrangers pour la numérisation de son réseau, ce qui conduit le pays à imposer des contrôles renforcés et ralentie des projets. Le Pakistan est fragilisé pour sa part par la dette circulaire. Les entreprises publiques de distribution accumulent des pertes liées aux vols d'électricité, aux pertes techniques et à une tarification longtemps inférieure aux coûts réels, ce qui limite la capacité des producteurs à honorer leurs engagements envers les fournisseurs de combustibles. Les infrastructures sont en outre exposées à un risque sécuritaire, notamment au Baloutchistan où se concentrent plusieurs projets liés au China-Pakistan Economic Corridor (CPEC), gazoducs, lignes à haute tension et terminaux de GNL particulièrement vulnérables aux attaques armées. Le Sri Lanka cumule trois fragilités structurelles : un raffinage insuffisant, un réseau électrique conçu pour une production hydroélectrique centralisée et des capacités de stockage inexistantes.

Une coopération régionale sous-exploitée malgré son potentiel

Le potentiel hydroélectrique himalayen est le levier de coopération régionale le plus prometteur pour réduire les vulnérabilités énergétiques du sous-continent. Toutefois, l'exploitation de ce potentiel se heurte aux tensions géopolitiques et au manque d'infrastructures d'interconnexion, comme l'illustre le cas du Bangladesh qui parvient difficilement à sécuriser des contrats d'importation d'hydroélectricité en provenance du Népal et du Bhoutan qui transiterait par le territoire indien. Dans ce contexte, le Pakistan a développé une coopération bilatérale dense avec la Chine, via le Corridor Économique Chine-Pakistan (CPEC), qui a permis la construction de centrales thermiques, barrages hydroélectriques, lignes de transmission et projets nucléaires. Cette concentration des partenariats crée cependant pour le pays une dépendance significative aux financements, équipements et expertise technique chinois, renforçant l'utilité stratégique d'une coopération régionale.

3. Des impacts sur les finances publiques et la nécessité d'une stabilité réglementaire pour attirer les investissements privés

La prévisibilité du cadre réglementaire et le soutien au secteur énergétique comme préalables à toute réduction durable des vulnérabilités énergétiques

La persistance de vulnérabilités énergétiques des pays d'Asie du Sud s'explique également par la fragilité de leurs finances publiques et de leurs dispositifs de réglementation, d'encadrement et de soutien du secteur. Au Pakistan, la persistance de la dette circulaire limite la capacité des producteurs à honorer leurs engagements financiers. Sa résorption, imposée par les programmes du FMI, passe notamment par la réforme des entreprises publiques de distribution d'électricité. Au Sri Lanka, la réforme du secteur poursuit un objectif similaire : une stabilisation réglementaire, une tarification reflétant les coûts de production, et une introduction effective de l'*open access* permettant aux industriels de contracter directement avec des producteurs privés renouvelables. Au Bangladesh, sous l'effet combiné de la hausse de prix internationaux et de la dépréciation du *taka*, la facture des importations énergétiques a doublé en dix ans pour atteindre 18 % des importations totales en 2023-2024, contraignant les autorités à accroître leur soutien financier à ce secteur. La restructuration financière des opérateurs publics constitue le levier le plus urgent pour plusieurs pays de la région. Au Sri Lanka, la Ceylon Electricity Board (CEB), scindée en six entités en mars 2026, continue d'enregistrer des pertes importantes (38,73 Mds LKR (110 M USD) en 2025 et de tensions financières affectent les producteurs privés renouvelables du fait des retards de paiement du gestionnaire de réseau national (National System Operator). La prévisibilité réglementaire conditionne la capacité des pays de la région à mobiliser les financements nécessaires à leur transition énergétique. Au Sri Lanka et au Népal, exemple, les investissements étrangers sont freinés par le manque de prévisibilité des politiques publiques et des procédures d'appel d'offres jugées insuffisamment transparents, autant de fragilités qui pèsent déjà sur certains projets privés, notamment dans le solaire sri lankais.

La diversification des approvisionnements et l'accélération du déploiement des énergies bas carbone comme leviers prioritaires pour réduire les vulnérabilités énergétiques à long terme

Le développement de l'éolien, de l'hydroélectricité et, le cas échéant, du nucléaire, demeure la réponse structurelle privilégiée pour réduire la dépendance régionale aux hydrocarbures importés. Au Pakistan, cette diversification suppose des investissements importants dans les réseaux de transport, le stockage et la modernisation du réseau de transmission d'électricité, dans un contexte où la dépendance aux ressources hydriques du bassin de l'Indus impose également un renforcement de la résilience climatique des infrastructures. Au Sri Lanka, le solaire décentralisé (notamment en toiture et sur bâtiments publics), apparaît comme le levier le plus rapidement mobilisable, même s'il reste dépendant d'équipements photovoltaïques importés. L'Inde cherche à diversifier ses sources domestiques en amont de la chaîne de valeur, mais les efforts d'exploration nationale, notamment offshore, peinent à produire des résultats significatifs faute de partenariats structurants avec les majors internationales. Ces efforts doivent s'accompagner d'investissements nationaux et étrangers suffisants.

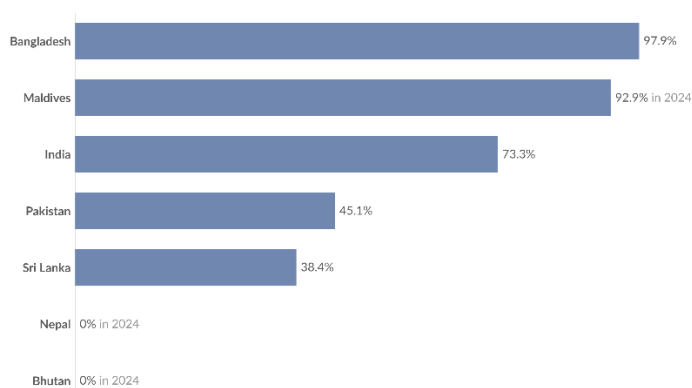
Les énergies renouvelables ne réduisent pas les vulnérabilités énergétiques, mais créent une nouvelle dépendance aux technologies essentiellement chinoises. Toutefois, la crise d'approvisionnement par le détroit d'Ormuz, peut jouer un rôle d'accélérateur dans les stratégies de diversification du mix énergétique et la nécessité de renforcer la coopération dans ce domaine entre les pays d'Asie du Sud.

Annexe 1 : Electricité produite à partir de combustibles fossiles (en pourcentage). Source : Our World in Data

Share of electricity production from fossil fuels, 2025

Our World
in Data

Electricity generation from coal, oil, and gas, measured as a percentage of total electricity produced in the country or region.

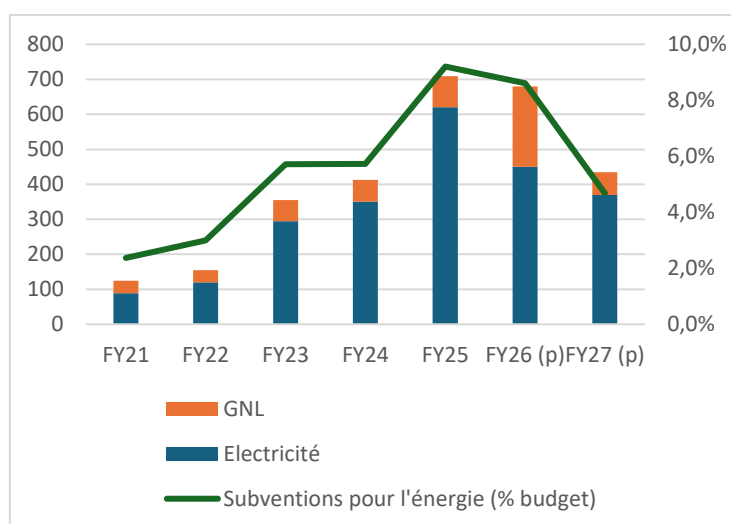


Data source: Ember (2026); Energy Institute - Statistical Review of World Energy (2025)

OurWorldinData.org/energy | CC BY

Annexe 2 : Bangladesh – Coût des subventions publiques aux produits énergétiques (en Mds BDT).

Source : Ministère des Finances du Bangladesh



Anais Alma Blachon, Julien Deur, Laurent Chopiton et Youri Desvigne-Hansch

INDE

Afrique : Relais stratégique extérieur de l'Inde ?

Forte d'une présence en Afrique remontant à plus de 150 ans et d'une diaspora dynamique, profondément intégrée au tissu politique, économique et culturel, l'Inde compte aujourd'hui parmi les cinq plus grands investisseurs sur le continent et cumule des échanges totaux de 81 Mds USD en 2024-25. Après sa visite en Ouganda en 2015, le Premier ministre Narendra Modi a déclaré que l'Afrique et l'océan Indien occupaient une place prioritaire dans la politique étrangère indienne. Cette relation s'inscrit dans un narratif de coopération Sud-Sud au sein de laquelle le développement mutuel, le renforcement des capacités et la prise en compte des priorités africaines sont mis en avant.

Quels fondamentaux politiques et économiques de la présence indienne en Afrique ?

Depuis 1996, **les investissements directs indiens à destination de l'Afrique ont atteint près de 74 Mds USD en cumulé**. Maurice concentre à elle seule près de 80% de ces flux en raison de son rôle de plateforme financière¹ et de son régime fiscal, introduisant un biais dans l'appréciation réelle de la présence économique indienne établie sur le continent. Hors Maurice, les principales destinations des capitaux indiens sont le Mozambique (7% du total), le Soudan (6%), l'Afrique du Sud (2%) et l'Égypte (1,3%). Si les investissements indiens progressent sur le continent, ces derniers demeurent inférieurs à ceux de la Chine dont le stock en 2023 s'évalue à 40 Mds USD selon les données officielles chinoises².

Selon les données de la Reserve Bank of India (RBI)³, à l'échelle du continent africain, **le secteur manufacturier (pharmacie, automobile, agro-business) a représenté la plus grande part des investissements directs indiens en Afrique en 2023**, avec 48 % du total, suivi par les services financiers, ayant capté 26 % des investissements, puis par les secteurs de l'agriculture et des activités extractives (mines), qui ont reçu 18 % des flux.

L'Inde a pour objectif de porter ses investissements en Afrique à 150 Mds USD d'ici 2030⁴, ce qui suppose une accélération des flux annuels à hauteur de 10 Mds USD, contre seulement 3 Mds USD en moyenne (soit 5 à 10% des investissements directs étrangers indiens totaux annuels chaque année). De nouveaux pays s'imposent comme des pôles d'investissements émergents comme l'Éthiopie (textile, pharma, agro-alimentaire), le Nigéria (pharmacie, IT, énergie), la République démocratique du Congo (mines, infrastructures), le Ghana (IT, services financiers) ou le Sénégal (énergies renouvelables, IT, infrastructures).

Le développement des investissements indiens en Afrique, soutenu par le dialogue institutionnalisé dans le cadre du Forum Sommet Inde-Afrique (India-Africa Forum Summit, IAFS)⁵, répond à une logique à la fois économique et stratégique. Il repose sur le potentiel d'un marché de 54 pays représentant un PIB combiné de plus de 3 400 Mds USD. L'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) en 2021 renforce encore davantage l'attractivité du continent pour les entreprises indiennes grâce à la promesse d'une intégration économique progressive entre les deux zones. Cela ouvre la voie à un approfondissement des relations économiques, dépassant les échanges traditionnels de matières

¹ La convention fiscale entre l'Inde et Maurice permet aux investisseurs de bénéficier d'un régime avantageux sur les plus-values et certains revenus d'investissement, ainsi de nombreuses entreprises indiennes créent des entités à Maurice afin d'investir à l'étranger, gérer leurs filiales africaines (Kenya, Nigéria, Mozambique), optimiser leur fiscalité en Inde et faciliter les levées de capitaux internationaux. Cette situation crée une distorsion statistique importante, les flux enregistrés à Maurice ne reflétant pas nécessairement la localisation finale des activités économiques financées par les entreprises indiennes. ;

² [Trade and Investment](#) – données du sommet de coopération Chine-Afrique ;

³ https://media.odi.org/documents/ODI_Analysis_-_Exploring_data_on_FDI_to_support_implementation_of_the_AfCFTA_I_PxBQy8d.pdf ;

⁴ [India Africa Report 2024](#) : CII report ;

⁵ [India-Africa Forum Summit](#) – à noter que le quatrième sommet a été reporté à la suite des inquiétudes montantes vis-à-vis de la propagation du virus Ebola en Afrique ;

premières, encourageant la diversification des chaînes d'approvisionnement, le développement de l'industrie indienne en Afrique⁶.

Selon les données du ministère du Commerce et de l'Industrie indien, **les échanges commerciaux entre l'Inde et l'Afrique ont atteint 82 Mds USD au cours de l'année budgétaire 2025**⁷, soit près du double depuis 2020, faisant de l'Inde aujourd'hui le quatrième partenaire commercial de l'Afrique. À noter, que dans l'optique de ses diversifications énergétiques, en plus de la Russie, l'Inde se tourne vers l'Afrique pour trouver des approvisionnements de pétrole brut⁸ (11,7% des importations de pétrole brut en avril 2026 contre 8,5% en avril 2025). Parmi les fournisseurs africains, le Nigéria occupe une position centrale en tant que premier exportateur de pétrole brut vers l'Inde (1,2 Md USD en 2026) suivi par d'autres producteurs comme l'Angola (1,6 Md USD) ou le Mozambique (300 M USD).

Parallèlement, dans le cadre de son programme Indian Development and Economic Assistance Scheme (IDEAS), l'Inde accorde à des gouvernements étrangers des lignes de crédit gérées par l'Exim Bank of India à taux concessionnels⁹ destinées à des secteurs tels que les infrastructures, le numérique¹⁰, l'énergie¹¹ et l'agriculture. L'Afrique représente près de la moitié des financements octroyés, enregistrant à ce jour 196 projets achevés dans 42 pays pour un montant d'environ 12,4 Mds USD¹².

Dernièrement, présenté comme un outil de coopération Sud-Sud, et lancé en 2008, **le système de préférences tarifaires unilatérales pour les Pays les Moins Avancés (PMA)** est devenu un instrument stratégique de la diplomatie économique de l'Inde envers 26 pays d'Afrique. Ce programme accorde aux pays les moins avancés un accès préférentiel au marché indien, avec des exonérations sur près de 98% des lignes tarifaires indiennes¹³. L'Angola, avec les exportations de pétrole brut, la Tanzanie avec les produits agricoles, et le Mozambique avec les minerais (charbon, aluminium et gaz naturel) sont les principaux bénéficiaires du programme.

La montée en puissance des entreprises indiennes en Afrique

Au-delà des initiatives publiques, **les conglomérats indiens constituent aujourd'hui le principal vecteur de l'influence économique de l'Inde en Afrique** (cf. annexe 5). Initialement concentrés dans les secteurs extractifs, leurs investissements se sont diversifiés vers les télécommunications, le numérique, la finance, la pharmacie, l'agro-industrie et, plus récemment, les énergies renouvelables, en phase avec l'évolution des besoins du continent.

À titre d'exemple, dans le secteur numérique, Bharti Enterprises, **à travers sa filiale Airtel Africa, représente l'un des plus grands investissements indiens sur le continent**. L'acquisition des actifs de Zain pour près de

⁶ Le 13 mai 2026, lors de la cérémonie de lancement du Dialogue et de l'Exposition commerciale Inde-Afrique, Piyush Goyal, ministre indien du Commerce et de l'Industrie, a souligné le potentiel économique de cette coopération : [India-Africa: taking stock before the summit - Gateway House](#) ;

⁷ En FY26, les exportations indiennes vers l'Afrique se sont élevées à 45 Mds USD (automobile, produits pharma, produits alimentaires, combustible raffiné), tandis que les importations ont atteint 58 Mds USD (pétrole brut, diamants, cuivre, charbons et minerais), générant un déficit commercial de 13 Mds USD pour l'Inde selon les données officielles. L'Afrique du Sud est le premier partenaire commercial, suivi de la Tanzanie, le Nigéria, l'Angola et l'Égypte. [India Africa Report 2025](#) ;

⁸ Environ **30 % des réserves minérales mondiales, 8 % du gaz naturel mondial, 12 % des réserves mondiales de pétrole, 40 % de l'or mondial et jusqu'à 90 % du chrome et du platine mondiaux** sont concentrés sur le continent africain, [175file.pdf](#);

⁹ Le gouvernement indien soutient ces prêts par des garanties souveraines et des mécanismes de compensation d'intérêts afin de rendre les financements plus abordables. [Indian Development and Economic Assistance Scheme | Department of Economic Affairs](#) ;

¹⁰ Via les lignes de crédit, l'Inde a impulsé la création de centres de technologies de l'information en Éthiopie et au Sénégal, tandis que plusieurs délégations de pays africains ont effectué des visites d'étude en Inde afin de comprendre la mise en œuvre des systèmes de paiements numériques ;

¹¹ Les lignes de crédit octroyées par le gouvernement indien via l'Exim Bank soutiennent majoritairement les financements en capacités énergétiques (les centrales électriques, les réseaux de transmission, les projets d'électrification rurale). ;

¹² À noter qu'à l'occasion du sommet d'affaire Inde-Afrique tenu à New Delhi en août 2025 organisé par la Confederation of Indian Industry (CII), l'Inde a annoncé une ligne de crédit concessionnelle de 10 Mds USD destinée au financement de projets de transport, logement, d'énergie, d'infrastructures portuaires, et de développement industriel ;

¹³ Ses effets économiques restent toutefois limités, en raison du faible niveau d'exportations vers l'Inde, du manque de capacités industrielles des pays bénéficiaires et de la persistance des barrières non tarifaires ;

11 Mds USD en 2010 lui a permis de s'imposer auprès de 160 millions de clients dans 14 pays d'Afrique¹⁴. Dans cette dynamique, l'Inde appelle de ses vœux pour accompagner la transformation numérique de l'Afrique¹⁵ en promouvant son modèle d'Infrastructure Publique Numérique, fondé sur l'identité numérique (Aadhaar) et le système de paiement unifié (UPI). La Namibie est ainsi devenue en avril 2024 le premier pays africain à obtenir une licence d'utilisation de l'UPI¹⁶.

Cette dynamique numérique s'accompagne en parallèle d'un engagement croissant de l'Inde dans le secteur pharmaceutique africain. Considérée comme la « pharmacie du monde », l'Inde fournit plus de 20 % des importations africaines de médicaments, faisant du secteur pharmaceutique l'un des piliers de la coopération économique entre les deux régions. **Néanmoins, plusieurs entreprises indiennes adoptent une stratégie industrielle plus poussée, telles que l'entreprise Cipla qui possède désormais des capacités de production en Afrique du Sud** et qui détient la coentreprise Quality Chemical Industries Limited en Ouganda. *A contrario*, Sun Pharma, Dr. Reddy's Laboratories et Lupin restent sur un modèle d'exportation depuis l'Inde, avec toutefois des filiales commerciales extrêmement bien intégrées au sein des grands marchés disposant de marchés pharmaceutiques développés.

Au-delà de ces acteurs spécialisés, **le groupe Tata¹⁷ s'impose comme l'un des conglomérats les plus diversifiés présents en Afrique depuis plus de cinquante ans**, avec des investissements estimés à environ 145 M USD. Initialement concentré sur l'importation de véhicules lourds, le groupe élargit ses activités et coordonne ses opérations couvrant plusieurs secteurs, notamment l'automobile (Tata Motors), l'acier, les technologies de l'information (Tata Consultancy Services) depuis son siège à Johannesburg.

Dernièrement, **les investissements indiens dans le secteur de l'énergie se sont fortement intensifiés au cours des deux dernières décennies, dans le but de sécuriser les approvisionnements du pays**. Cette stratégie couvre les hydrocarbures, les activités extractives et, plus récemment, les énergies renouvelables. À travers sa filiale **ONGC Videsh**, **ONGC**, premier groupe pétrolier et gazier indien, a participé à plusieurs projets d'exploration et de production en Afrique, notamment au **Soudan**, au **Mozambique** et au **Nigéria**. L'Inde a également renforcé sa présence dans le gaz naturel via le consortium réunissant **ONGC Videsh**, **Bharat Petroleum**, **Indian Oil Corporation** et **Oil India Limited**, engagé dans le projet **Mozambique LNG**¹⁸. Dans la même lignée, le groupe **Aditya Birla**¹⁹, l'un des investisseurs indiens les plus actifs sur le continent, a développé une présence significative dans l'extraction minière et la transformation industrielle.

¹⁴ L'entreprise a investi massivement dans les réseaux mobiles, la fibre optique et les câbles sous-marins reliant l'Afrique à l'Asie et à l'Europe et a participé en 2025 au projet « 2Africa Pearls », destiné à renforcer la connectivité entre l'Inde et plusieurs régions africaines. [Airtel lands the 2Africa Pearls cable in India](#) ;

¹⁵ L'Afrique s'est également imposée comme un leader mondial des services financiers mobiles : près de la moitié des fournisseurs de services de monnaie mobile (mobile money) dans le monde sont implantés en Afrique subsaharienne. Le taux de pénétration d'Internet est passé de 2,1 % en 2005 à environ 38 % en 2024. En 2023, l'industrie mobile a contribué à hauteur de 140 Mds USD, soit environ 7 % du produit intérieur brut (PIB) du continent, un chiffre qui devrait atteindre 170 Mds USD d'ici 2030 : [How India's digital journey offers a replicable model to Africa](#) et https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/05/03/en-afrique-le-decollage-des-fintech_6171865_3234.html

¹⁶ D'autres pays africains, notamment l'**Ouganda**, le **Rwanda** et le **Mozambique**, ont également manifesté leur intérêt pour l'adoption de ce système de paiement numérique : [India-Africa: Leveraging Digital Public Infrastructure For Economic Growth \(2025\) - IMPRI Impact And Policy Research Institute](#) - Ces initiatives s'inscrivent dans une continuité amorcée avec le Pan-African e-Network Project, puis prolongée par e-VidyaBharti (éducation) et e-ArogyaBharti (santé) ;

¹⁷ [Brief History | About Us | Distribution | Tata International](#) - Le groupe contribue également, de manière plus indirecte, au secteur de la santé à travers sa filiale Tata Chemicals et ses trusts, qui soutiennent des programmes de lutte contre les maladies infectieuses ;

¹⁸ Via le projet Mozambique LNG, le pays est appelé à être l'un des principaux fournisseurs de gaz naturel du marché indien : <https://www.psuconnect.in/psu-news/ongc-end-of-force-majeure-in-area-1-mozambique-lng-project> ;

¹⁹ Ses filiales, telles que **Birla Carbon** en Égypte, spécialisée dans la production de noir de carbone, ainsi que **Swiss Singapore Overseas Enterprises** et **Hindalco Industries**, participent à l'exploitation et à la valorisation de matières premières (charbon, bauxite, minerais industriels).

Bien que l'essor des investissements indiens en Afrique soit certain, la profondeur de cette relation ne doit pas être surestimée. Une véritable stratégie d'investissement coordonnée à l'échelle du continent demeure aujourd'hui manquante, et les statistiques disponibles sont largement influencées par le rôle de plateforme financière joué par Maurice. Par ailleurs, l'absence d'accord commercial continental avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), les capacités financières plus limitées de l'Inde par rapport à la Chine ainsi que la dépendance à quelques grands conglomérats privés constituent autant de facteurs susceptibles de freiner l'expansion de son empreinte économique. Néanmoins, l'impulsion politique est bien réelle, New Delhi cherche ainsi à promouvoir un modèle de partenariat alternatif, présenté comme plus inclusif et moins transactionnel que ceux proposés par d'autres puissances occidentales ou émergentes. L'Inde dispose d'atouts réels comme sa diaspora et son industrie pharmaceutique prolifique, lui permettant de consolider son positionnement de porte-parole du Sud et renforcer sa présence avec ce partenaire d'avenir.

Eléa PONS

Conseillère financière adjointe et déléguée du CSER à Bombay

Inde : un géant pharmaceutique en transition vers l'innovation ?

L'Inde s'impose comme un géant pharmaceutique mondial depuis les années 2000, tiré par des volumes élevés et une forte compétitivité-coût, notamment dans les médicaments génériques et les vaccins. L'industrie pharmaceutique, constitue l'un des piliers de l'économie, portée à la fois par les exportations vers les Etats Unis et l'Europe et une demande intérieure dynamique. Toutefois, ce modèle reste centré sur des segments à faible valeur ajoutée et le pays cherche à évoluer vers un positionnement plus innovant, en développant les médicaments biologiques, les thérapies avancées et les services de R&D. Cette transition, soutenue par des politiques publiques ambitieuses, reste néanmoins freinée par des défis structurels importants.

Un géant pharmaceutique mondial soutenu par des volumes élevés

Surnommée la "pharmacie du monde", l'industrie pharmaceutique indienne est la troisième au monde en volume et la quatorzième en valeur. Fort d'une main-d'œuvre qualifiée et de coûts de production peu élevés, le pays fournit 60 % de la demande mondiale de vaccins et 20 % du volume de génériques vendus dans le monde. L'industrie pharmaceutique joue un rôle significatif dans l'économie de l'Inde, en contribuant à 1,72 % du PIB²⁰ du pays et représentant 6 % des exportations totales de marchandises de l'Inde en valeur, (30,47 milliards de dollars en 2024-2025). C'est également une industrie qui contribue à l'attractivité de l'économie indienne avec 4 % des flux d'IDE²¹ en Inde (24,62 milliards de dollars entre avril 2000 et juin 2025). Elle offre des emplois directs et indirects à 2,7 millions de personnes.

Évaluée actuellement à 55 milliards de dollars, le marché de l'industrie pharmaceutique devrait croître pour atteindre 120 à 130 milliards de dollars d'ici 2030²². Cette croissance est soutenue à la fois par les exportations, mais aussi par une consommation intérieure croissante, évaluée à 23,5 milliards de dollars en 2023-2024²³. Une population vieillissante, l'augmentation des cas de maladies liées au mode de vie, une couverture santé en expansion grâce aux assureurs privés et des programmes gouvernementaux comme Ayushman Bharat, l'augmentation des revenus ainsi que le tourisme médical contribuent à cette croissance de la demande intérieure.

L'industrie pharmaceutique indienne est structurée autour de plusieurs segments clés : les médicaments génériques (formulations reproduisant des produits de référence hors brevet), qui dominent avec une part de 70 à 75 % ; les actifs principes (API)/médicaments en vrac (substances chimiques ou biologiques fournissant un effet thérapeutique), représentant 15 à 20 % ; les vaccins (2 à 4 %) ; la recherche et la fabrication sous contrat (8 à 10 %) ; et les produits biosimilaires et biologiques (5 à 8 %). Cet écosystème est soutenu par une base industrielle robuste de plus de 3 000 entreprises pharmaceutiques et 10 000 unités de fabrication, incluant plus de 650 usines conformes aux normes de la FDA américaine, le nombre le plus élevé en dehors des États-Unis.

Les médicaments génériques dominent le marché intérieur indien. Ils représentent 97 % de la consommation de médicaments dans le pays en termes de valeur, tirée principalement par les traitements chroniques tels que les maladies cardiaques, le diabète, les troubles gastro-intestinaux et les anti-infectieux. Sur le marché mondial, l'Inde assure environ 20 % de l'offre mondiale de génériques, mais sa part dans les exportations pharmaceutiques mondiales en valeur reste modeste, à environ 3 %, ce qui reflète sa spécialisation dans les génériques à bas prix plutôt que dans les médicaments brevetés ou spécialisés.

Dans le domaine des principes actifs (API), l'Inde est le troisième producteur mondial, avec une part estimée à 8 % du marché mondial en valeur. L'industrie indienne des API a atteint environ 13 à 14 milliards de dollars en 2023 et poursuit sa croissance. L'industrie pharmaceutique indienne reste néanmoins très dépendante de la Chine pour les API.

En ce qui concerne les vaccins, l'Inde est un leader des vaccins à bas coût, produisant 60 % des vaccins mondiaux²⁴ à destination en majorité des marchés des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire

²⁰ [Indian Pharmacy: Pharma Companies in India | IBEF](#)

²¹ [Fueling innovation, advancing equity : The power of partnerships and digital-first strategies driving Indian pharma's global dominance](#)

²² [Healing the World: A Roadmap for Making India a Global Pharma Exports Hub | Bain & Company](#)

²³ [Indian Pharmacy: Pharma Companies in India | IBEF](#)

²⁴ <https://www.pib.gov.in/PressReleasePage.aspx?PRID=1931918®=3&lang=2>

inférieur Elle fournit 55 à 60 %²⁵ des vaccins de l'UNICEF et couvre presque l'intégralité de la demande mondiale de l'OMS pour certains vaccins essentiels, tout en assurant plus de 80 % des traitements antirétroviraux contre le VIH. Lors de la crise du Covid-19, le pays s'est imposé comme une plateforme majeure de production de vaccins, avec plusieurs produits développés localement, et s'est engagé à fournir 301 millions de doses à 99 pays depuis janvier 2021, dont 52 millions dans le cadre du programme COVAX.

Le marché des produits biologiques (y compris les vaccins), évalué à 12,3 milliards de dollars en 2024, devrait atteindre 24,6 milliards de dollars d'ici 2033²⁶. L'Inde dispose également d'un portefeuille croissant de produits biosimilaires, avec 135 déjà approuvés. Toutefois, elle reste nettement en retard par rapport aux États-Unis, à l'Europe et à la Chine en matière de découverte de nouveaux médicaments et de nouvelles entités biologiques (NBE), en raison d'un manque d'investissements publics et privés des délais longs et des risques élevés associés et requis dans la recherche innovante.

Le segment CRDMO/CDMO et la sous traitance pharmaceutique en Inde était évalué à 7 milliards de dollars en 2023²⁷ et constitue l'un des segments à la croissance la plus rapide de l'industrie pharmaceutique indienne. Il ne représente cependant que 3 à 4 % du marché mondial, restant encore loin derrière la Chine (13%).

Une ambition de passer de « pharmacie du monde » à « leader mondial de l'innovation », malgré des défis persistants

Les atouts potentiels de l'Inde

L'Inde s'est fixée pour objectif de devenir un pays développé et autonome (Viksit Bharat²⁸) d'ici 2047, avec un PIB de 30 000 à 40 000 milliards de dollars. Cette ambition s'appuie sur des moteurs de croissance clés, tels que l'expansion manufacturière, le développement des services et la hausse des exportations. Les politiques publiques dans le secteur pharmaceutique s'inscrivent dans cette vision, en mettant l'accent sur le renforcement des infrastructures, la réduction de la dépendance aux importations et l'augmentation de la part des exportations à forte valeur ajoutée.

Malgré son statut de fournisseur mondial majeur, l'Inde reste principalement positionnée comme un hub de médicaments génériques produit en quantités importantes et à bas coût. Ses exportations pharmaceutiques se classent au 11^e rang²⁹ mondial en valeur ne représentant qu'environ 3 % du total mondial. En 2024-2025, les exportations pharmaceutiques totales ont atteint 30,47 milliards de dollars (annexe 2.1), dominées par les formulations pharmaceutiques et les biologiques (22,9 milliards de dollars, soit 75 %), suivies des principes actifs (4,87 milliards de dollars) et des vaccins (1,22 milliard de dollars), illustrant une dépendance persistante aux génériques et aux segments à faible valeur ajoutée.

Pour monter en gamme, l'Inde engage une transformation structurelle en se concentrant sur la diversification des exportations, le développement de thérapies avancées (biologiques, thérapies cellulaires et géniques), et l'intégration de technologies numériques, notamment l'IA, utilisée pour accélérer la découverte de médicaments, optimiser les essais cliniques et améliorer la médecine personnalisée.

Cette ambition repose sur plusieurs axes de développement dans (i) les médicaments biologiques et biosimilaires ; (ii) les vaccins et (iii) les services de fabrication et de sous traitance.

Le secteur des biologiques et biosimilaires est appelé à jouer un rôle central. Actuellement, les biosimilaires ne représentent que moins de 3 % des exportations pharmaceutiques indiennes à environ 0,8 milliard de dollars, mais le pays vise une part de 10 à 15 % d'ici 2047, soit un marché de 30 à 35 milliards de dollars. Des acteurs indiens majeurs, comme Biocon, plus grande entreprise indienne de biotechnologie, élargissent leur portefeuille de biosimilaires grâce à des acquisitions stratégiques (comme celle de l'activité biosimilaires de Viartis, entreprise américaine en France en 2023) et des partenariats

²⁵ [Indian Pharmaceuticals Industry Analysis Presentation | IBEF](#)

²⁶ [India Biologics Market Size, Share Industry Report 2033](#)

²⁷ [India's CRDMO Sector: Growth Potential, Global Impact & Investment Insights | JM Financial Services](#)

²⁸ [Viksit Bharat 2047: Vision for a Developed Nation | Viksit India](#)

²⁹ <https://www.bain.com/insights/healing-the-world-a-roadmap-for-making-india-a-global-pharma-exports-hub/>

mondiaux. Biocon compte déjà 10 biosimilaires commercialisés et ambitionne de développer 20 nouvelles molécules. Des entreprises indiennes comme Zydus Lifesciences, Dr. Reddy's Laboratories et Sun Pharmaceutical Industries développent également de nouveaux composants thérapeutiques complexes dérivés de sources vivantes (New Biological Entities NBEs), bien que la plupart soient encore en phase de développement et pas encore commercialisées.

Le marché des vaccins est également en pleine expansion, avec une ambition de passer de 1,1 milliard de dollars à 24–25 milliards en 2047. Pour monter en valeur ajoutée, l'industrie indienne ambitionne de développer des vaccins de nouvelle génération pour adultes (grippe, HPV, cancers) et d'exporter vers les marchés à revenu élevé. Des entreprises indiennes comme Bharat Biotech travaillent sur des vaccins innovants (Chikungunya), tandis que Biological E a noué un partenariat avec Takeda pour produire le Qdenga, un vaccin contre la dengue et a récemment lancé un vaccin pneumococcique conjugué après dix ans de recherche et développement, illustrant la volonté du pays de se positionner sur des segments plus complexes et à plus forte valeur ajoutée.

Un autre pilier de cette stratégie est le développement des services de fabrication sous contrat (Contract Research and Manufacturing Services), un segment en forte croissance, qui devrait atteindre 14 milliards de dollars d'ici 2028³⁰. Les acteurs indiens évoluent vers des **partenariats intégrés, couvrant toute la chaîne de valeur, de la R&D aux essais cliniques.** Cette montée en gamme s'appuie sur le développement de capacités avancées pour des produits comme les biomédicaments et un repositionnement en tant que partenaires stratégiques des grands laboratoires, dans un contexte de recomposition des chaînes d'approvisionnement mondiales. Des acteurs indiens comme Syngene (filiale de Biocon) et Aurigene sont déjà des partenaires privilégiés pour les entreprises occidentales cherchant à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement.

L'Inde reste confrontée à des défis persistants dans la montée en gamme de son industrie pharmaceutique

La dépendance aux importations de principes actifs (API), en particulier en provenance de Chine (qui représente environ 70 % des approvisionnements) expose le secteur à des risques à la fois géopolitiques et logistiques (annexe 2.2). La compétitivité-prix des producteurs chinois et la volatilité des prix ont érodé la rentabilité de la production locale, décourageant les investissements domestiques.

Au-delà des investissements productifs, le sous-investissement en recherche et développement (R&D) constitue un obstacle majeur à la montée en gamme. Les entreprises indiennes³¹ en générale n'allouent que 5 - 10% de leur chiffre d'affaires à la R&D par rapport aux entreprises pharmaceutiques dans les pays développés³². Le financement de l'innovation, en particulier pour les startups travaillant sur de nouvelles molécules, reste un défi majeur en raison des coûts élevés sur plusieurs années et des risques d'échec.

Enfin, les délais d'approbation réglementaire (environ 3 à 6 mois en théorie, allongés en pratique par des contraintes opérationnelles et administratives) affectent la prévisibilité des opérations des acteurs innovants bien que des réformes récentes³³ tentent d'y remédier. Par ailleurs, le cadre de propriété intellectuelle, conçu pour favoriser l'accès aux médicaments, est parfois perçu comme peu favorable à l'innovation. Ce cadre, fondé sur *l'Indian Patents Act*, limite certaines pratiques comme l'« evergreening »³⁴ afin de garantir un accès abordable aux médicaments. Toutefois, cette approche

³⁰ [Indian Pharmaceuticals Industry Analysis Presentation | IBEF](#)

³¹ Dr Reddy's (9% du CA investit en R&D), Aurobindo Pharma (5% du CA). L'investissement dépend de domaines thérapeutiques recherchés.

³² [India's pharma exports nearing \\$30 billion, with CRDMOs and GCCs driving next phase of innovation: EY-Parthenon-OPPI report | EY - India](#)

³³ <https://economictimes.indiatimes.com/industry/healthcare/biotech/pharmaceuticals/drug-regulator-halves-approval-timelines-eases-several-rules/articleshow/130244568.cms>

³⁴ Dans le secteur pharmaceutique indien, le terme « evergreening » désigne la stratégie consistant, pour les multinationales, à déposer progressivement des brevets sur des modifications mineures apportées à des médicaments existants afin de prolonger l'exclusivité commerciale au-delà de la durée initiale de 20 ans. L'Inde lutte activement contre cette pratique en s'appuyant sur l'article 3(d) de la loi de 1970 sur les brevets, qui exige la preuve d'une efficacité thérapeutique nettement supérieure pour les nouvelles formes de substances connues.

réduit l'attractivité du marché pour les laboratoires innovants, en offrant une protection jugée moins forte pour les nouvelles molécules et les données cliniques.

Un soutien public massif pour accompagner la transformation du secteur pharmaceutique dont les résultats devront être évalués à horizon 5 ans

Les ambitions de l'industrie pharmaceutique sont fortement soutenues par de nombreuses politiques gouvernementales. Le programme³⁵ d'incitations liées à la production (*Production Linked Incentive – PLI*) pour les principes actifs (API) vise à réduire la dépendance aux importations et à renforcer la production locale, rendant le secteur moins vulnérable aux chocs mondiaux. Le programme encourage également la fabrication de médicaments à haute valeur ajoutée (biopharmaceutiques, génériques complexes, médicaments brevetés ou en fin de brevet, traitements contre les maladies auto-immunes et anticancéreux), tout en favorisant la diversification industrielle. En parallèle, le programme PRIP (*Promotion of Research and Innovation in Pharma-MedTech*) soutient la recherche et l'innovation (nouveaux médicaments, biosimilaires, dispositifs médicaux). D'autres initiatives, comme les parcs industriels dédiés aux API (Bulk Drug Parks), renforcent l'infrastructure industrielle. Un nouveau programme, 'Biopharma SHAKTI'³⁶ (Strategy for Healthcare Advancement through Knowledge, Technology & Innovation), a été lancé en février 2026 pour faire de l'Inde un hub mondial de bioproduction, en ciblant notamment le développement et la fabrication de médicaments biologiques et de biosimilaires. Ce programme prévoit la création de trois nouveaux Instituts nationaux d'éducation et de recherche pharmaceutiques (NIPERs) et de plus de 1000 sites cliniques accrédités pour accélérer l'approbation des biologiques. L'Inde a également lancé la politique Bio-E3 pour développer une bioéconomie centrée notamment sur les biothérapeutiques. Le Biotechnology Industry Research Assistance Council (BIRAC), une entreprise publique relevant du Département de la biotechnologie (DBT), soutient l'innovation des startups et PME via financements, recherche translationnelle et incubation. En parallèle, le programme Bio-RIDE³⁷ renforce l'entrepreneuriat et l'accès à des infrastructures partagées (biofondries, hubs d'IA biologique, plateformes de production pilote), afin d'accélérer le passage de la recherche à l'industrialisation et structurer un écosystème d'innovation intégré.

Le gouvernement indien a également engagé une série de réformes visant à améliorer l'environnement réglementaire, l'innovation et la logistique. La modification du cadre des essais cliniques, via les New Drugs and Clinical Trials (NDCT) Rules (2019), a introduit des délais d'approbation raccourcis, des procédures digitalisées et des approches basées sur les risques conduisant à des dispenses d'essais cliniques locaux pour certains médicaments déjà approuvés dans les grands marchés et réduisant ainsi les retards dans le lancement de thérapies innovantes (comme les CAR-T et les médicaments oncologiques).

Enfin, l'adoption de technologies telles que l'IA est activement promue dans le secteur. Le ministère de l'Éducation a créé un Centre d'excellence en IA pour la santé dans des institutions de premier plan comme l'IISc, pour développer et déployer des solutions basées sur l'IA pour la détection des maladies, la prédiction des risques et la gestion des soins, en particulier pour les maladies non transmissibles. Ce centre favorise également la collaboration entre cliniciens, scientifiques des données et chercheurs pour traduire les innovations du laboratoire vers des applications concrètes dans le système de santé.

Les acteurs français se développent comme des partenaires à fort potentiel dans la transition vers l'innovation

Les entreprises pharmaceutiques françaises disposent en Inde d'une présence établie couvrant différents segments de l'industrie. Des groupes comme Sanofi et Servier sont présents avec des activités de commercialisation et de production locale. La SFRI (Société Française de Réactifs et d'Instruments) et bioMérieux sont présentes dans le diagnostic *in vitro* et possèdent des sites de production en Inde. Gnosis by Lesaffre, Gattefossé et Roquette importent, fabriquent et distribuent des principes actifs ainsi que des excipients pharmaceutiques à l'industrie pharmaceutique indienne. Virbac et Vétquinol sont présents dans le domaine de la santé animale, où ils fabriquent et fournissent des vaccins destinés au secteur vétérinaire.

³⁵ <https://www.pib.gov.in/PressReleasePage.aspx?PRID=2204595®=3&lang=2>

³⁶ <https://www.pib.gov.in/PressReleasePage.aspx?PRID=2221492®=3&lang=1>

³⁷ [1747156754_implementation_plan_BioRIDE.pdf](#)

Les entreprises pharmaceutiques françaises commencent à adapter aujourd'hui leurs stratégies à l'ambition du pays de devenir un pôle d'innovation, en privilégiant co-innovation, transfert de technologies et montée en gamme. Cette évolution est illustrée par Sanofi, qui fait de l'Inde un hub global de capacités (notamment via ses activités en data et en R&D dans l'avenir) tout en s'appuyant sur des partenariats locaux³⁸ pour diffuser des traitements innovants, et par Servier, qui positionne le pays comme plateforme de développement clinique, de production et d'export via GATINN³⁹. Par ailleurs, au cours des cinq dernières années, quatre CRAMS (Contract research and Manufacturing Services) françaises ont investi en Inde. **Athena Pharma** y développe des activités de sous-traitance pharmaceutique, axées sur la fabrication et le développement de formes orales solides pour des marchés internationaux. **Excelya** et **Interior** y proposent des services de recherche clinique, notamment en gestion d'essais cliniques, affaires réglementaires et pharmacovigilance pour des projets internationaux. **Texcell**, organisation spécialisée dans les tests virologiques, la sécurité virale et les essais cellulaires pour les produits biologiques et les vaccins, développe également ses activités en Inde.

Les technologies françaises et les startups peuvent également jouer un rôle croissant dans cette dynamique. **WhiteLab Genomics** et **Owkin**, qui ont participé à la Mission French Tech en Inde en février 2026, utilisent l'intelligence artificielle pour accélérer l'innovation biomédicale, améliorant ainsi la découverte, la conception et le développement de thérapies de nouvelle génération et de solutions de médecine de précision. Des startups positionnées à l'interface entre biotech, dispositifs médicaux et ingénierie industrielle apportent des solutions innovantes (plateformes de production, automatisation, thérapies avancées), qui peuvent s'intégrer dans l'écosystème indien en pleine structuration. **CellQuest**, une startup française spécialisée dans le développement et la fabrication de systèmes de production innovants pour les biothérapies (en particulier les thérapies cellulaires) est en discussion avec une startup indienne de biotechnologie pour un partenariat.

En parallèle, les entreprises pharmaceutiques indiennes acquièrent ou investissent de plus en plus dans des actifs biotechnologiques étrangers, y compris en France, afin d'accélérer leur transition des génériques vers des segments innovants comme les biothérapies et les thérapies avancées. Ainsi, le groupe indien Jubilant Pharmova a ainsi acquis 80 % dans une nouvelle société française, JASMIN SAS, afin de reprendre le centre de recherche en immuno-oncologie des Laboratoires Pierre Fabre en France. Biocon a acquis l'activité de biosimilaires de Viatris en France. En outre, Gland Pharma a racheté la société française de développement et de fabrication sous contrat (CDMO) Cenexi, afin de renforcer sa présence en Europe et ses capacités de production de produits injectables stériles.

Malgré une présence significative des entreprises françaises dans plusieurs segments de l'industrie, le marché reste concurrentiel avec une présence importante des groupes américains (Pfizer, Abbott, Merck, Johnson & Johnson), britanniques (AstraZeneca, GSK) et suisses (Roche, Novartis). Ces entreprises utilisent l'Inde à la fois comme marché stratégique, base de production, hub de services mondiaux et centre de recherche clinique. Plusieurs multinationales ont également développé dans le pays des centres de capacités globales (Novartis, Eli Lilly, AstraZeneca, Roche etc.) dédiés à la data, à l'intelligence artificielle, aux affaires réglementaires et à la pharmacovigilance. Par ailleurs, les fonds de capital-risque américains renforcent progressivement leurs investissements dans les startups indiennes de biotechnologie et de deep tech.

Face à une concurrence internationale intense, la France devra renforcer son positionnement en intensifiant ses collaborations industrielles, en facilitant l'accès des entreprises indiennes à ses écosystèmes d'innovation, et en soutenant davantage les startups françaises dans leur implantation locale. Une approche plus proactive, combinant investissements ciblés, collaborations stratégiques et co-

³⁸ Partenariat avec Emcure Pharmaceuticals pour la commercialisation conjointe de médicaments antidiabétiques oraux en Inde, avec Dr. Reddy's Laboratories pour la distribution et la promotion de produits cardiovasculaires et antidiabétiques, et collaboration passée avec Sun Pharma pour certains traitements des maladies chroniques.

³⁹ [French pharma giant Servier to invest €15 million to launch global single-pill platform 'GATINN' in India - The Economic Times](#)

innovation, sera essentielle pour transformer la France en un partenaire privilégié dans cette transition de l'Inde vers une industrie pharmaceutique innovante et à forte valeur ajoutée.

Moulshree DAGAR

Attachée Agriculture, santé et industries de biens de consommation

BANGLADESH

Le Parlement approuve le premier budget du gouvernement BNP

Premier budget du gouvernement BNP depuis son retour au pouvoir, le budget 2026-27 constitue avant tout un programme de relance politique destiné à matérialiser rapidement plusieurs promesses électorales : hausse des salaires des fonctionnaires ; accélération des projets d'investissements ; augmentation des budgets pour l'éducation, la santé ; Family cards. La hausse des dépenses repose sur une hypothèse de retour de la croissance et sur la forte augmentation des recettes fiscales, mais les marges de manoeuvre budgétaires resteront limitées par la hausse des dépenses contraintes (salaires, charge de la dette).

Adopté le 29 juin par le Parlement, le budget 2026-2027 constitue le premier exercice budgétaire du gouvernement BNP depuis son retour au pouvoir. Doté de 9380 Mds Tk (~77 Mds USD), il est de loin le plus important budget jamais présenté (+19% par rapport au budget précédent), permettant ainsi de financer plusieurs des promesses électorales. Il correspond à la phase de Relance et stabilisation, première phase de la stratégie dite des « 3R » (Relance, Restauration, Reconstruction) visant à atteindre 8,5% de croissance en 2030-31. Ce budget repose sur un scénario macroéconomique optimiste. Le gouvernement table sur une croissance de 6,5 % et une inflation moyenne à 7,5%, contre à peine 4% et plus de 9% de hausse des prix pour l'année qui s'achève. Le gouvernement parie sur une reprise de l'investissement privé (croissance espérée de +9,4% contre 4,7% le dernier mois). Cette trajectoire suppose une amélioration rapide de l'environnement économique, alors même que le pays reste confronté à une inflation persistante, à une fragilité du secteur bancaire et aux chocs externes.

Des hypothèses de forte hausse des recettes, pour maintenir un déficit à 3,5% du PIB

L'espoir d'un bond de la collecte fiscale. Le gouvernement fixe un objectif de recettes par l'administration fiscale (NBR) de 6040 Mds Tk, une hausse ambitieuse de +21% par rapport au budget 2025-26 et d'environ +40% par rapport à celle effectivement réalisée en 2025-26. Afin d'élargir l'assiette fiscale, le gouvernement propose plusieurs mesures destinées à renforcer la traçabilité des transactions et à accroître le nombre de contribuables. La plus commentée consistait à rendre obligatoire la détention d'un numéro d'identification fiscale (TIN) pour l'ouverture d'un compte bancaire alors que seulement 4 millions de contribuable soumettent une déclaration fiscale – une mesure finalement retirée lors du débat parlementaire. D'autres mesures visent à renforcer les échanges de données entre administrations et à améliorer le contrôle des revenus déclarés.

Un financement accru auprès des banques, qui pourrait limiter le crédit privé. Le déficit est contenu à environ 3,6 % du PIB, soit 2370 Mds Tk (20 Mds USD, près de 25% du budget). Son financement constitue l'un des principaux défis du budget. Selon les documents budgétaires, près de 1120 Mds Tk devraient être levés auprès du système bancaire domestique, tandis que les financements extérieurs devraient représenter environ 1100 Mds Tk supplémentaires. La mobilisation de 9 Mds USD de la part des bailleurs nécessitera un effort important, alors que les versements devraient plafonner à hauteur de 5,5 Mds USD en 2025-26. S'il n'y parvient pas, le ministère des Finances pourrait dès lors être contraint d'emprunter davantage auprès des banques locales, augmentant le coût du financement du déficit et rendant les financements moins disponibles pour les entreprises privées.

Une hausse des dépenses qui traduit les priorités du nouveau gouvernement

Le gouvernement, au travers de ce budget, a cherché à simultanément répondre aux attentes sociales nées de plusieurs années d'inflation élevée, relancer l'investissement public et honorer plusieurs engagements électoraux emblématiques. Ces nombreux objectifs se traduisent par une augmentation sensible des dépenses courantes comme des dépenses d'investissement.

Forte hausse des budgets sociaux. L'une des principales évolutions mises en avant par le gouvernement concerne les secteurs de la santé et de l'éducation. Les crédits alloués à ces deux domaines augmentent d'environ 60 % par rapport à l'exercice précédent, représentant 15 Mds USD, soit 2,7% du PIB (avec une cible à terme de 10%). Cette progression reste modeste au regard des besoins du pays mais marque une inflexion politique notable après plusieurs années durant lesquelles les investissements sociaux avaient été régulièrement éclipsés par les grands projets d'infrastructures. La hausse de l'enveloppe représente essentiellement la mise en œuvre de promesses électorales telles que la prise en charge du déjeuner dans le primaire (1,0 Md USD), des investissements dans les écoles et hôpitaux (plusieurs Mds USD), le financement du programme « Santé pour tous » (2,3 Mds USD). Mais pour rappel, les ministères sociaux sont traditionnellement les moins efficaces pour mettre en œuvre leurs programmes d'investissements : en 2024-25, le ministère de la santé (22% de mise en œuvre) et le ministère de l'éducation primaire (58%) étaient respectivement 55^e et 57^e sur 57 directions.

Une stratégie de relance par l'investissement public. Le gouvernement a proposé au Parlement un programme annuel de développement (ADP) de 3000 Mds Tk (≈ 21 Mds EUR) pour l'exercice 2026-27, en hausse de 30 % par rapport au programme initial de l'exercice précédent et de près de 50 % par rapport à son niveau révisé. Les « mégaprojets » d'infrastructure continuent de concentrer une part importante des crédits. Neuf mégaprojets absorberont à eux seuls 364 Mds Tk, soit plus de 12 % de l'ADP. La centrale nucléaire de Rooppur demeure le premier bénéficiaire avec 155 Mds Tk (1,3 Md USD), devant les lignes de métro MRT-5 Nord (73,5 Mds Tk) et MRT-1 (39,1 Mds Tk), ainsi que le port en eau profonde de Matarbari (48,4 Mds Tk). Un élément notable du nouvel ADP réside dans l'importance accordée aux allocations non sectorisées, qui atteignent 17% de l'enveloppe et qui permettra une plus grande flexibilité pour un gouvernement nouvellement élu. En particulier 380 Mds Tk (3,1 Mds USD) de réserves budgétaires ont prévues pour financer des projets non encore identifiés à ce stade tandis que 170 Mds Tk sont flechés pour le financement des nouvelles dépenses sociales : Family Card (1,2 Md USD), Farmers card notamment. La relance s'illustrera aussi par la hausse des salaires des fonctionnaires et de nouveaux recrutements, qui coûteront 440 Mds Tk (3,6 Mds USD).

L'incertitude sur le niveau des subventions publiques, très dépendant des cours mondiaux. Le contexte international constitue un facteur d'incertitude majeur concernant l'enveloppe dédiée aux subventions publiques, fixée pour 2026-27 à près de 800 Mds Tk (6,5 Mds USD) dont 370 Mds Tk pour l'électricité, 270 Mds Tk pour les engrais, 98 Mds Tk pour l'alimentation et 65 Mds Tk pour le GNL. Mais cette ligne devra être probablement revue à la hausse, alors qu'elle mobilisera près de 1200 Mds Tk cette année, la guerre au Moyen-Orient engendrant un surcoût pour l'Etat de 426 Mds Tk. Cette enveloppe de subventions et incitations est devenue de plus en plus conséquente ses dernières années, représentant désormais 11% du budget.

La hausse continue de la charge de la dette. Près d'un taka sur sept dépensé par l'État servira uniquement à rémunérer les créanciers (principalement domestique), c'était un sur dix il y a cinq ans. Cette évolution reflète à la fois la hausse des taux domestiques et l'arrivée à maturité d'une partie des emprunts contractés au cours de la dernière décennie pour financer les grands projets d'infrastructures. Le coût du service de la dette progresse plus rapidement que de nombreux postes de dépenses productives, réduisant progressivement les marges d'investissements.

Des crédits pour recapitaliser le secteur bancaire. Dans un état très délabré, avec des besoins en recapitalisation estimé entre 40 et 50 Mds USD, le secteur bancaire bénéficiera d'un soutien public afin de réparer les erreurs du passé et socialiser les pertes liées à l'argent siphonné hors du pays. 367 Mds Tk (3,2 Mds USD) sont ainsi fléchés pour la recapitalisation à venir.

*Julien DEUR
Chef du service économique de Dhaka*

PAKISTAN

« Games of Loans » au Pakistan : les soutiens financiers bilatéraux du Pakistan à l'épreuve des recompositions régionales

La crise régionale liée aux tensions entre l'Iran, Israël et les États-Unis intervient dans un contexte de forte dépendance du Pakistan à l'égard des financements extérieurs de court terme fournis par les monarchies du Golfe. Cette situation soulève la question de la pérennité des mécanismes de soutien traditionnels dont bénéficie Islamabad et de leur éventuelle évolution dans un environnement régional en recomposition. Cette question revêt une importance particulière dans le contexte actuel. D'une part, la fragmentation croissante des alignements régionaux tend à accroître la dimension politique des relations économiques et financières. D'autre part, le Pakistan occupe une position singulière dans la région, en conservant des canaux de dialogue avec les parties au conflit et en jouant un rôle actif de médiateur entre l'Iran et les États-Unis.

Une dépendance structurelle aux financements de court terme du Golfe

L'économie pakistanaise est caractérisée par une vulnérabilité extérieure chronique. Le pays fait face à des déficits courants récurrents, à un niveau structurellement faible de ses réserves de change et à un accès limité aux marchés financiers internationaux. Cette fragilité se reflète dans le recours fréquent à l'assistance du Fonds monétaire international, dont le Pakistan a bénéficié à vingt-cinq reprises depuis 1958.

Les besoins annuels de financement externe sont estimés entre 25 et 30 Md USD. Dans ce contexte, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis jouent un rôle déterminant dans l'équilibre financier pakistanaise, aux côtés de la Chine et des bailleurs multilatéraux, en fournissant des dépôts auprès de la Banque centrale, des facilités pétrolières à paiement différé ou des prêts concessionnels qui permettent de stabiliser le niveau des réserves de change et de satisfaire les conditions de garanties de financement, préalables à l'approbation des programmes du FMI.

Cette relation dépasse toutefois le seul cadre financier. Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite figurent parmi les principaux partenaires commerciaux du Pakistan, tandis que les transferts des travailleurs pakistanaise expatriés dans le Golfe représentent une source majeure de devises. La présence de plusieurs millions de ressortissants pakistanaise dans les monarchies du Golfe contribue aussi à renforcer les liens entre ces pays.

De l'aide politique au rôle de prêteur de dernier ressort

Le soutien financier des pays du Golfe au Pakistan s'inscrit dans une relation ancienne fondée sur des considérations stratégiques, sécuritaires et religieuses. Jusqu'aux années 2000, cette assistance prenait essentiellement la forme d'aides ponctuelles, destinées à répondre aux épisodes de crises traversés par le Pakistan.

Ainsi, après l'imposition de sanctions internationales consécutives aux essais nucléaires pakistanaise de 1998, l'Arabie saoudite avait notamment apporté un soutien financier et énergétique informel. Au cours des années 2000, plusieurs dispositifs de crédits concessionnels, de facilités pétrolières et d'aides d'urgence, notamment après le séisme du Cachemire en 2005, ont prolongé cette logique de solidarité stratégique.

Une première évolution apparaît à partir de 2013 avec la formalisation de soutiens budgétaires directs. Riyad apporte alors environ 1,5 Md USD sous forme de don ou de dépôt destiné à soutenir les réserves de change, tandis que différents mécanismes sont mis en place pour financer des projets d'infrastructures dans les secteurs de l'énergie et des transports.

La véritable rupture intervient toutefois lors de la crise de balance des paiements de 2018. Face à l'aggravation de la situation extérieure, l'Arabie saoudite met en place un plan de soutien d'environ 6 Md USD comprenant un dépôt de 3 Md USD auprès de la Banque centrale du Pakistan et une facilité pétrolière équivalente. Les Émirats arabes unis complètent ce dispositif par un dépôt supplémentaire d'environ 3 Md USD. À partir de cette période, les partenaires du Golfe deviennent de facto les prêteurs de dernier ressort du Pakistan avant même l'intervention du FMI.

Entre 2019 et 2021, cette relation évolue en se financiarisant. Les dépôts sont régulièrement renouvelés, les facilités pétrolières prolongées et les soutiens deviennent de plus en plus conditionnés aux relations politiques bilatérales. Cette financiarisation s'accompagne d'un raccourcissement des maturités et d'une dépendance accrue du Pakistan à l'égard de mécanismes de refinancement permanents.

La crise de 2022-2024 marque un tournant en introduisant une conditionnalité renforcée et une coordination étroite avec le FMI

La quasi-crise de défaut traversée par le Pakistan entre 2022 et 2024 a confirmé la vulnérabilité extérieure du pays. Alors que les réserves de change étaient tombées à un niveau inférieur à un mois d'importations, les dépôts saoudiens, émiriens et qatariens ont constitué un élément déterminant de la stratégie de stabilisation.

Une évolution importante est toutefois apparue dans le discours des autorités saoudienne : lors du Forum économique de Davos en janvier 2023, le ministre des Finances saoudien, Mohammed al-Jadaan, a ainsi déclaré « Auparavant, nous accordions des subventions et des prêts directs sans aucune condition, mais nous sommes en train de changer cela. Nous collaborons avec des institutions multilatérales pour faire clairement savoir que nous exigeons des réformes. Nous taxons nos citoyens, et nous attendons des autres qu'ils fassent de même, qu'ils fassent leur part d'efforts. Nous voulons vous aider, mais nous voulons aussi que vous fassiez votre part. ». Ces propos, qui visaient directement les autorités pakistanaises venues demander un nouveau soutien financier bilatéral, signifient que ces aides ne sont plus accordés indépendamment des institutions financières internationales mais qu'au contraire, elles sont désormais étroitement coordonnées avec les programmes du FMI. Les partenaires du Golfe exigent désormais un alignement préalable sur les réformes négociées avec le Fonds avant de procéder au renouvellement ou à l'extension de leurs engagements financiers.

Les enseignements de la crise actuelle : vers une politisation accrue des soutiens financiers

Les tensions apparues début 2026 autour du dépôt émirien auprès de la Banque centrale pakistanaise illustrent la vulnérabilité de cette dépendance aux financements bilatéraux. L'annonce d'un remboursement anticipé d'environ 3,5 Mds USD du Pakistan au profit des Émirats arabes unis a créé un risque immédiat pour l'équilibre financier du programme soutenu par le FMI, dont les hypothèses de financement reposaient sur ces garanties de financement. Par ailleurs, ce remboursement aurait ramené les réserves de change pakistanaises à un niveau significativement inférieur aux objectifs retenus dans le programme.

La stabilisation de la situation n'a été rendue possible que par une intervention saoudienne destinée à compenser, dans les mêmes conditions financières et à montant équivalent le retrait de l'engagement émirien, grâce à 3 Md USD nouvellement injectés. En parallèle, l'Arabie saoudite a aussi accepté d'allonger la maturité d'un dépôt existant de 5 Mds USD, rompant avec le mécanisme de renouvellement annuel qui prévalait jusqu'alors.

Outre un refroidissement perceptible dans la relation EAU/Pakistan sur fond de repositionnements régionaux face au conflit avec l'Iran, cet épisode traduit également une concentration croissante de la dépendance financière du Pakistan vis-à-vis de l'Arabie saoudite, dont l'engagement atteint désormais près de 8 Mds USD, soit un montant comparable à celui de la Chine (pour mémoire, 4 Mds de dépôts SAFE et environ 4,2 Mds USD au titre de la ligne de swap de devises bilatérale) et représentant près de la moitié des réserves de change pakistanaises.

Au-delà des aspects financiers, cette évolution pose la question du retour d'une forme de « rente géopolitique » dans la gestion des vulnérabilités extérieures du Pakistan, à la faveur du conflit avec l'Iran et du rôle joué par Islamabad dans les négociations entre les Etats-Unis et l'Iran. Alors que les programmes du FMI visent à favoriser des réformes structurelles destinées à réduire la dépendance aux financements d'urgence, les soutiens exceptionnels accordés par certains partenaires bilatéraux tendent à desserrer la contrainte extérieure, sans nécessairement modifier les déséquilibres sous-jacents.

Laurent CHOPITON

Chef du Service économique d'Islamabad

SRI LANKA

Le système portuaire du Sri Lanka

L'activité portuaire et logistique constitue l'un des secteurs les plus stratégiques et prometteurs de l'économie sri-lankaise, le pays bénéficiant d'un positionnement privilégié sur les grandes routes maritimes Est-Ouest de l'océan Indien. Le système portuaire demeure largement structuré autour du port de Colombo. Principal hub de transbordement d'Asie du Sud, Colombo a enregistré un trafic record de 8,29 M TEU en 2025, soutenu par la montée en capacité de ses terminaux en eau profonde. Cette dynamique repose sur un modèle hybride, associant terminaux publics et infrastructures concédées à des opérateurs privés, souvent étrangers. L'expansion portuaire sri-lankaise s'inscrit dans une recomposition régionale marquée par une forte présence chinoise et par la montée en puissance indienne.

Un système portuaire dominé par Colombo, dont la compétitivité dépend désormais de la montée en capacité et de la performance opérationnelle

Le port de Colombo constitue le principal actif portuaire du Sri Lanka et l'un des principaux hubs de transbordement d'Asie du Sud. Son rôle dépasse largement le marché domestique : il repose principalement sur la captation de flux régionaux, en particulier indiens, redistribués ensuite vers les grandes lignes maritimes Est-Ouest. Le port a atteint un trafic record de 8,29 M TEU en 2025, avec une activité très majoritairement orientée vers le transbordement, qui représente plus de 80 % des volumes traités.

Colombo repose sur un modèle mixte associant terminaux publics exploités par la SLPA⁴⁰, notamment JCT et UCT (cf. annexe), et terminaux concédés à des opérateurs privés ou étrangers, comme SAGT, CICT et WCT/CWIT. Ce modèle a permis d'accroître les capacités portuaires sans faire porter l'ensemble de l'investissement sur l'État sri-lankais, mais il rend la gouvernance plus complexe, la SLPA cumulant des fonctions d'autorité portuaire, d'actionnaire et d'opérateur qui diffèrent selon les terminaux. Le cadre sri-lankais limite par ailleurs à 40 % la participation étrangère dans les activités d'agence maritime et de transitaire, sauf autorisation spécifique, ce qui favorise le recours à des coentreprises avec des partenaires locaux majoritaires.

La compétitivité de Colombo dépend de moins en moins de son seul avantage géographique, pourtant important. Elle repose désormais davantage sur des critères opérationnels : profondeur des quais, productivité, coûts d'escale, fiabilité des opérations, disponibilité des équipements et fluidité administrative. Or, les épisodes récents de congestion ont mis en évidence les fragilités du port, avec des retards d'accostage, des immobilisations de navires et des omissions d'escales par certaines lignes maritimes. Dans ce contexte, l'expansion du South Harbour⁴¹ constitue un changement d'échelle nécessaire : les capacités en eau profonde du CICT, de l'ECT et du WCT/CWIT doivent permettre de limiter les risques de saturation et de maintenir l'attractivité de Colombo face aux hubs concurrents du sous-continent. Le WCT, développé par Adani Ports, John Keells Holdings et la SLPA, doit atteindre une capacité cible de 3,2 M TEU en 2027.

La concurrence régionale, renforce cette exigence, avec le risque de déclassement du Port de Colombo face à ses concurrents indiens. Les grands ports indiens comme Mundra, qui a dépassé Colombo comme premier port d'Asie du Sud en 2023, ou JNPA/Nhava Sheva restent principalement des ports d'entrée pour le commerce extérieur indien, mais Vizhinjam, port en eau profonde situé au Kerala et opéré par Adani, vise plus directement une partie du transbordement indien aujourd'hui traité à Colombo. Colombo conserve des atouts en matière de connectivité, d'expérience opérationnelle et de réseau d'armateurs, mais l'augmentation des capacités ne suffira pas si elle ne s'accompagne pas d'une amélioration de la productivité, de la coordination entre terminaux, de la numérisation portuaire et douanière, de la stabilité du cadre tarifaire et de la réduction de la corruption. **Cette concurrence ne**

⁴⁰ SLPA : Sri Lanka Ports Authority

⁴¹ Le South Harbour désigne l'extension en eau profonde du port de Colombo, au sud du port historique, où sont concentrés les principaux terminaux modernes à conteneurs, notamment le CICT, l'ECT et le WCT/CWIT.

devrait toutefois pas se traduire par une substitution immédiate entre les deux ports. Vizhinjam pourrait capter une partie des flux de transbordement indiens, notamment ceux du sud du sous-continent, tandis que Colombo pourrait conserver un rôle de hub régional plus diversifié, appuyé sur sa connectivité internationale, son expérience opérationnelle et la présence établie des grands armateurs.

Le système portuaire sri-lankais demeure fortement polarisé autour de Colombo. Les autres ports ne constituent pas aujourd'hui des concurrents directs, mais des actifs complémentaires à vocation spécialisée. Hambantota constitue le principal actif portuaire secondaire du pays : opéré par HIPG, ce port en eau profonde a traité 8,24 Mt⁴² de fret en 2025, contre 3 Mt en 2024, porté par la progression du vrac, du fret roulier et des conteneurs. Les volumes conteneurisés ont fortement augmenté, de 53 170 TEU en 2024 à 428 036 TEU en 2025, mais le port conserve un positionnement plus diversifié que Colombo, autour des trafics spécialisés, des services aux navires et des activités industrialo-portuaires. Trincomalee conserve un rôle significatif, mais plus limité, avec 2,6 Mt traitées en 2024 et 116 escales. Ses atouts liés à sa profondeur naturelle et à son potentiel énergétique et industriel demeurent toutefois sous-exploités, notamment en raison d'une connectivité terrestre insuffisante. Le projet de réhabilitation du China Bay Oil Tank Farm, ancien parc de réservoirs pétroliers situé à proximité du port, vise à faire de Trincomalee une plateforme régionale de stockage, de soutage maritime et de redistribution de produits pétroliers, avec l'appui de l'Inde et des Émirats arabes unis. Galle et Kankesanthurai remplissent des fonctions plus ciblées : Galle ne représente plus qu'un trafic résiduel (environ 200 tonnes en 2024), tandis que Kankesanthurai (KKS), situé au Nord près de Jaffna, n'est pas un port de fret autonome, la SLPA recensant seulement 43 escales en 2024 pour l'ensemble KKS-Myliddy-Point Pedro-Karainagar.

Des infrastructures stratégiques au croisement des capitaux étrangers, des équilibres géopolitiques et des intérêts français

La Chine occupe une place structurante dans les actifs portuaires sri-lankais, notamment via China Merchants Port Holdings (CMPort) au CICT de Colombo et HIPG à Hambantota. Le port d'Hambantota est exploité depuis 2017 dans le cadre d'un partenariat public-privé entre CMPort et la SLPA, adossé à une concession de 99 ans. La société d'exploitation principale, HIPG, est détenue à 85 % par CMPort et à 15 % par la SLPA. Cette structure confère à l'opérateur chinois le contrôle opérationnel du port, tout en maintenant une participation minoritaire de l'autorité portuaire sri-lankaise. Cette présence a permis de financer et d'opérer des infrastructures de grande ampleur, mais elle alimente aussi les interrogations sur la dépendance du Sri Lanka à des capitaux chinois dans des actifs stratégiques et sur une potentielle utilisation du port à des fins militaires. L'Inde renforce parallèlement sa présence, principalement à travers Adani Ports au WCT, mais aussi dans le développement du pôle énergétique de Trincomalee. Cette montée en puissance répond à un double objectif : sécuriser une position dans le principal hub régional utilisé par les flux indiens et contrebalancer l'ancrage chinois dans les infrastructures sri-lankaises. La présence d'Adani au WCT illustre cette ambiguïté : elle accroît l'empreinte indienne à Colombo, mais peut aussi contribuer à y maintenir une partie des flux indiens face à la montée en puissance du port de Vizhinjam.

La SLPA conserve un rôle central comme autorité portuaire, actionnaire minoritaire dans plusieurs terminaux et opérateur public via JCT, UCT et ECT. Le maintien de l'ECT sous contrôle public répond à une logique de souveraineté économique, afin d'éviter que l'ensemble des capacités modernes en eau profonde ne soit exploité par des opérateurs étrangers. Cette stratégie ne sera toutefois crédible que si les terminaux publics atteignent des standards comparables aux terminaux privés en matière de productivité, d'équipement, de fiabilité et de qualité de service.

Les intérêts français dans le secteur portuaire sri-lankais sont aujourd'hui principalement portés par CMA CGM. Le groupe n'est pas, à ce stade, actionnaire d'un terminal au Sri Lanka, mais constitue déjà le troisième opérateur du port de Colombo⁴³. La signature d'un accord de services avec SLPA Terminals

⁴² Le trafic des ports secondaires est exprimé en tonnes et en nombre d'escales, plutôt qu'en TEU, leur activité étant majoritairement composée de fret roulier, vrac, hydrocarbures et services portuaires. Le TEU constitue en revanche l'indicateur de référence pour le trafic conteneurisé du port de Colombo.

⁴³ Les trois principaux opérateurs du port de Colombo sont MSC, Maersk et CMA-CGM avec respectivement 30%, 23% et 12% de parts de marché.

début 2026 confirme les ambitions de CMA CGM à Colombo et son intérêt à participer au développement de cette plateforme régionale.

À moyen terme, la consolidation du rôle régional de Colombo dépendra de la capacité des autorités à traduire les investissements annoncés en gains opérationnels. Le portefeuille d'investissement annoncé par la SLPA, proche de 2 Mds USD sur les trois prochaines années, doit notamment porter la capacité du port à 14 M TEU, avec la mise en service de l'ECT, l'extension du WCT2. A plus long terme, le projet du Colombo North Port pourrait ouvrir une nouvelle phase d'expansion capacitaire au-delà du South Harbour. Son impact restera toutefois conditionné à l'amélioration de la productivité, de la connectivité et de la lisibilité du cadre d'investissement, dans un contexte de concurrence accrue des hubs du sous-continent.

Matheo VANHUYSE

Stagiaire au Service économique de Colombo